

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGE

21 RUE DE LA MOTTE
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007403939

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement ORANGE implanté 21 RUE DE LA MOTTE 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite inspection

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGE
- 21 RUE DE LA MOTTE 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007403939
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Orange, ex-France Télécom, occupe au 21, rue de la Motte, à Aubervilliers un bâtiment historique du groupe, dans lequel est exploité un Data center.

Elle exploite les installations classées suivantes : groupes électrogènes, stockages de fioul, accumulateurs et batteries.

Ces équipements servent à assurer l'alimentation électrique de secours, permettant ainsi de maintenir le fonctionnement des serveurs informatiques mais aussi des groupes frigorifiques nécessaires à la régulation de la température des salles informatiques.

Le site regroupe plus de 40 salles informatiques pour son activité.

Le site est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2012. Une mise à jour au niveau du classement du site a été actée par lettre préfectorale du 15 mai 2019 , il est soumis au régime de l'Enregistrement.

La précédente visite du site date du 29/04/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étiquetage des équipements contenant les fluides	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3.2.	Sans objet
2	Risques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4.2.	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 09/01/2012, article 7.4.7.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux demandes formulées par l'Inspection des installations classées lors de la visite précédente du 29/04/2024, concernant les 3 points de contrôle ci-dessus

Cependant, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre deux actions d'amélioration sous deux mois, à savoir :

- placer les FDS dans le local technique, près des produits chimiques, pour une consultation facile,
- mettre à jour les pictogrammes de dangers affichés à l'entrée des locaux techniques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étiquetage des équipements contenant les fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage des équipements contenant les fluides
Prescription contrôlée : Objet du contrôle pour les installations soumises aux contrôles périodiques (installations soumises à « la rubrique 1185-2a ») : <ul style="list-style-type: none">- Présence d'un étiquetage visible précisant la nature du fluide et de la quantité de fluide susceptible d'être contenue dans l'équipement.
Constats : L'exploitant a indiqué aux inspecteurs des ICPE que le local technique où se trouvent les groupes froids a fait l'objet de travaux de maintenance et de rafraîchissement (ou rénovation). En effet, le local était bien éclairé, la peinture a été refaite à certains endroits. Les travaux ont également permis à l'exploitant de mettre de nouvelles étiquettes sur les groupes

<p>frigorifiques de ce local.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié la présence d'une étiquette sur le groupe GF1 et a constaté que les informations indiquent le type de fluide, la quantité présente dans l'équipement, le Potentiel de Réchauffement Global (PRG) ainsi que la correspondance en tonnes équivalent CO₂ du groupe frigorifique.</p> <p>Les éléments contenus sur l'étiquette sont conformes aux prescriptions réglementaires mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, les fiches de données de sécurité (FDS) n'étaient pas à jour.</p> <p>La présente visite d'inspection a permis de constater que les FDS sont bien tenues à jour.</p> <p>Cependant, l'ensemble des documents (FDS) se trouve à l'accueil (PC sécurité) du bâtiment principal, au lieu d'être à proximité du lieu de stockage des produits chimiques.</p> <p>Dans un local technique à proximité du local groupe froid, l'inspection a constaté l'absence des FDS des produits utilisés pour la maintenance des groupes ainsi que pour le local de stockage du fioul.</p> <p>Des consignes de mise en sécurité de l'installation sont bien visibles et affichées à l'entrée des locaux techniques ainsi qu'à l'intérieur des locaux.</p> <p>Toutefois, les pictogrammes de danger affichés à l'entrée du local du groupe électrogène doivent être revus, car il s'agit des anciens symboles.</p> <p>L'inspection constate que les locaux disposent d'un grand conteneur avec des absorbants, des boudins et des couvertures. .</p> <p>Des consignes (fiches) d'utilisation sont placées sur chaque conteneur afin que les utilisateurs</p>

puissent suivre la procédure efficacement en cas de fuite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de placer les FDS dans le local technique, à proximité des produits chimiques, afin qu'elles soient facilement accessibles et consultables par quiconque en aurait besoin.

Il est également demandé de mettre à jour les pictogrammes de danger affichés à l'entrée des locaux techniques selon la réglementation CLP (pictogrammes en losange de couleur rouge).

Type de suites proposées : remarque – demande d'action d'amélioration sous 2 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2012, article 7.4.7.

Thème(s) : Risques accidentels, Transports chargements déchargements

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le déchargement se fait sous la surveillance du personnel d'exploitation. L'aire de déchargement est équipée de dispositifs de confinement temporaire d'un éventuel déversement (barrières, boudins,..) et de produits absorbants en cas d'égouttures.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagés pour la récupération des fuites éventuelles.

Constats :

L'installation ne disposait pas d'un système de rétention efficace pour le dépotage du fioul, lors de la précédente inspection du 29/04/2024.

Depuis, l'exploitant a réalisé des travaux pour aménager une zone dédiée au dépotage, remplaçant ainsi l'utilisation d'une bâche de rétention souple.

La zone a été entièrement rénovée, son revêtement est en enrobé étanche.

Désormais, l'installation est équipée d'un système de confinement permettant, en cas de déversement accidentel, de rediriger le produit (fioul) vers une rétention par l'ouverture d'une vanne.

La création de cette rétention permet de récupérer la totalité du produit d'un camion de 13 m³ en cas de déversement.

Pour assurer l'efficacité du dispositif, les rebords de l'aire de dépotage ont été surélevés de 10 cm, afin d'éviter tout risque de débordement.

En fonctionnement normal (hors dépotage), les eaux de pluie s'écoulant sur l'aire de dépotage sont dirigées, par l'ouverture d'une vanne, vers un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans les réseaux de collecte.

L'exploitant indique que le dépotage se fait sous la surveillance du personnel d'exploitation et que le prestataire n'est jamais seul.

Il a également présenté la procédure liée au dépotage.

L'inspection constate que les travaux réalisés permettent à l'exploitant de se conformer aux prescriptions réglementaires mentionnées ci-dessus (article 7-4-7 de l'AP du 9/01/2012).

Type de suites proposées : Sans suite